

Quelle Mauritanie après le 3 août ?

Aprésent que le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie (CMJD) s'est installé aux commandes de la République, parvenant à fédérer les aspirations du peuple mauritanien, la scène politique s'anime de nouveaux puzzles. Le PRDS se cherche une seconde légitimité, mais surtout un souffle rédempteur pour combler le vide spirituel laissé par le maître. Il s'investit aussi pour renflouer ses caisses trouées, tout en réfléchissant sur un nouveau procédé pour maintenir ses membres, le système du bâton et de la carotte étant révolu. La formation de Boullah Ould Mogueya continue en attendant de semer le trouble au sein des masses incultes en maintenant que «rien n'a changé» et que les nouveaux maîtres appartiennent au sérail. La composition du nouveau gouvernement lui servant d'argument supplémentaire.

Les partis dits de la majorité présidentielle, qui ont longtemps vécu sous les largesses du défunt pouvoir, ne semblent pas trop souffrir de leur orphelinat. Vingt ans d'applaudissements donnent le réléve salubre au bon moment ! L'heure est plutôt à l'expectative face à cette manne publique à laquelle personne n'a plus accès : plus de Bons du trésor, plus de luxueuses 4X4 pour battre la campagne, plus de financements occultes...

L'exercice mécanique d'applaudir le détenteur du pouvoir ayant été le plus fort, les barrons du pouvoir déchu n'ont pas hésité à ravalier leur dignité pour «soutenir» le CMJD et décrier un homme, par qui, tous juraient pourtant.

Faudrait-il faire ici le procès de l'intelligentsia intellectuelle et politique du pays, à l'heure où tous s'accordent à reconnaître tacitement avoir berné le peuple vingt et une années durant ?

Il a fallu, en effet, un 3 août 2005 pour que le Mauritanien se rende compte combien il a été mené par le bout du nez par une élite à qui il avait confié naïvement sa destinée. Cette trahison ne fait même pas honte. Ceux-là qui soutenaient hier que le pays était dans une situation politique, économique, sociale, culturelle,

citée en référence, sont les mêmes qui aujourd'hui, reconnaissent sans pudeur et sans gêne qu'ils avaient menti pour obtenir quelques privilèges. Certains, écartés des cercles du pouvoir, affirment devant qui veut bien les entendre, qu'ils se sont maintes fois opposés à leur guide ! Ils ne s'en offusquent pas et crient leur trahison devant les écrans de la télévision et les micros des médias. Faudrait-il les plaindre, les fusiller, les mettre aux bancs de la société comme des pestiférés pour que la gangrène n'atteigne pas le corps social ?

Alors qu'ils avaient toujours diabolisé l'opposition démocratique, utilisant les médias publics pour les accabler d'infamies, chaque fois que cette dernière criait à la mascarade électorale, voilà qu'aujourd'hui, ils passent aux aveux, comme s'il s'agissait d'un jeu : oui, les institutions en place depuis vingt ans n'avaient aucune légitimité ; oui, non représentatives de la volonté du peuple ; oui, toutes les élections étaient entachées de fraude massive ; oui, les moyens de l'État ont toujours été systématiquement utilisés par le parti au pouvoir et ses alliés ; oui, la justice a été instrumentalisée au service du système en place... Vingt ans de malversations qui confirment ce que l'opposition n'a cessé de dénoncer, et qui lui ont valu emprisonnements, exclusion, répression, exil.

Si les militaires sont entrés dans l'histoire politique du pays à un moment critique de son existence, les intellectuels, eux, ont complètement raté le coche. Ils se sont transformés au fil des ans en une nébuleuse de béni oui-oui, en un ramassis de mercenaires payés à la tâche. Ils ont été chargés de meubler les tables-rondes de la TVM pour vanter les réalisations du «guide éclairé», réunis en une secte de chasseurs de luxe et de privilèges, bâtissant leur empire sur l'asservissement de leur peuple.

Et la classe politique ? À part le PRDS et ses acolytes qui gouvernaient sans partage et sans gêne, les autres acteurs nationaux faisaient depuis quelques années la politique de l'autruche. Depuis la présidentielle de 2003, les partis

politiques reconnus n'ont pas tenu plus de deux meetings sur le territoire national. Ceux qui combattaient de l'extérieur comme ceux de l'intérieur, les grands ténors de l'opposition dite radicale notamment, avaient déserté le champ de l'action militante pour se réfugier dans leur cocon d'opposants confortables, envoyant de temps en temps des boulets refroidis. Ceux-là aussi ont leur part de responsabilité dans la déliquescence de l'État. Ils ont voulu mener une vie tranquille, loin des turpitudes de l'action politique : ils ont accepté de se faire dépouiller des prérogatives que leur confère la Constitution, attendant dans l'expectative un coup de providence sans frais. Ils n'ont entrepris aucune action qui aurait servi d'alternance

à l'immixtion de l'armée dans les affaires politiques. Ce coup d'État du 3 août 2005 est également un rude coup porté à l'opposition mauritanienne et à sa classe intellectuelle.

Cette absence d'initiative, cette incapacité de voir plus loin que des bénéfices immédiats font qu'aujourd'hui, des étrangers pensent pouvoir régler nos problèmes à partir de l'extérieur. À quel titre par exemple, le premier Magistrat du Sénégal s'ingère-t-il pour se faire le chantre de notre réconciliation nationale, en abritant une concertation de l'opposition en exil ? Qu'est ce qui se cache-t-il derrière cette démarche ? Pourquoi le président de l'Union africaine affirme-t-il que les avis du peuple mauritanien importent peu ? La Mauritanie

est fort heureusement l'un des rares pays de la sous-région à avoir été toujours jaloux de son indépendance et de sa souveraineté. Le caractère de son peuple en fait naturellement un foyer de paix et de stabilité. Plus que jamais, le climat intérieur n'a été aussi propice à la réconciliation, au dialogue et à la clémence. Même si certains s'inquiètent du maintien en prison de 45 islamistes incarcérés sur le fondement d'une loi qui enfreint la liberté d'opinion et de culte, même si certains souhaiteraient que le passif humanitaire de Ould Taya soit immédiatement mis sur la table et que d'autres demandent d'emblée une amnistie générale.

Cheikh Aidara

Le force de la persuasion

Depuis qu'il a pris le pouvoir en Mauritanie, le président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie se distingue par un trait de caractère : l'art de la persuasion rhétorique. Homme de grande culture sous ses appareils de militaire ayant conduit plus de vingt ans durant la machine policière du pays, Ely Ould Mohamed Vall a séduit tous ses interlocuteurs. Les émissaires internationaux sont arrivés à Nouakchott portés par le feu ardent de leur courroux, ils sont repartis de la capitale mauritanienne groggy et convaincue par le nouveau homme fort du pays. Tous ont fini par ranger leurs appréhensions par rapport à l'appareil militaire au pouvoir, qui du statut de partenaire de fait est passé très vite à celui de partenaire privilégié.

Cet état de fait est encore plus patent chez les hommes politiques, notamment ceux de l'opposition qui connaissent bien l'homme. Le jour du 3 août 2005, la majorité d'entre eux était persuadée que la Mauritanie n'était pas encore sortie de l'auberge, le tonnerre de Ould Taya n'étant selon eux que le revers du maître. Depuis, les attitudes ont bien changé. Ould Daddah est conquis depuis le 6 août, dès la première rencontre avec Ely Ould Mohamed Vall. Les autres ont à leur

tour abdicé, notamment les irascibles de l'ancien système, PRDS, l'UDP, RDU, UNDD... Messaoud Ould Boulkheir qui doute de tout, a fini par tomber sous le charme. Lors de la deuxième série de rencontres avec les chefs de partis politiques, entamés depuis le 19 août courant, Ely Ould Mohamed Vall s'est montré relax, avec un air de complicité qui a fait tomber toutes les barrières. Durant l'entretien de vingt-cinq minutes qu'il accorda au président du Parti de l'Alliance Démocratique (P.A.D.), tout fut abordé. M. Mohamed Abdallah Ould Dahane déclare enthousiasmé : «Ely nous a accordé ce qu'en vingt et un ans de pouvoir, dont treize sous l'ère démocratique, Ould Taya ne nous a accordé. Jamais, aucun chef de parti politique, à part l'UFP, n'a foulé les jardins de la Présidence de la République. Jamais il n'a accepté de parler avec ses partenaires politiques!».

Selon lui, le président du Conseil militaire qui a depuis quelques jours rangé sa vareuse au vestiaire pour arborer le costume civil, l'a reçu avec tous les égards. Il lui a lancé «vous (les chefs de parti politique) êtes plus importants que les ministres!». La transition qu'il compte mener jusqu'à son terme, il la fera avec le concours de toute la société civile, a-t-il également sou-

ligné. Il a beaucoup insisté sur la nécessité de se débarrasser des pesanteurs sociales qui ont miné le pays, évoquant son intention de rebâtir une administration efficace, où les nominations se feront sur le seul critère de la compétence. «Il faut impérativement mettre un terme au règne de la médiocrité et du népotisme pour engager le pays vers le progrès» aurait-il clamé, ajoutant que dès lors où les hommes seront jugés sur le seul critère de leur aptitude intellectuelle et morale, tous les fils de la Mauritanie, quelque soit leur appartenance, seront traités sur le même pied d'égalité. «L'actuel ministre de la Justice, dira-t-il, il aura en charge de traduire en réalité le premier credo du Conseil militaire, c'est-à-dire la Justice». Au cours de la rencontre, le président du Conseil aurait aussi évoqué le référendum constitutionnel ainsi que les réaménagements qu'il compte consolider pour la gestion ultérieure du pays. «J'offrirai sur un plateau d'argent, tous les rêves que le peuple mauritanien a toujours attendus de ses dirigeants, marquera-t-il : un pays démocratique où l'alternance sera désormais une réalité, l'égalité de tous les citoyens devant la loi et les opportunités, l'équitable répartition des richesses nationales...»

A.O.B